



© Shani Knin County

## COVID 19 ET MÉDITERRANÉE : LES TROIS TEMPS DE LA CRISE<sup>1</sup>.

LES NOTES  
DU PLAN BLEU

AUTEUR :

JACQUES THEYS  
(PLAN BLEU)

MAI 2020



Pour analyser les conséquences de l'épidémie du Covid 19 sur la Méditerranée et les pays qui la bordent il faut distinguer trois temporalités différentes. D'abord celle des réponses immédiates au virus. Puis celle du déconfinement et de la confrontation aux conséquences économiques et sociales que ces réponses auront entraînées. Et enfin celle du moyen – long terme - avec la nécessité de construire des politiques à la fois plus durables et plus résilientes face aux fragilités que la crise actuelle aura à nouveau mise en évidence pour l'ensemble du territoire méditerranéen. L'enjeu majeur va être d'articuler le plus intelligemment possible ces trois temporalités.

### 1. Les pays méditerranéens et la Méditerranée face à l'épidémie

Les pays méditerranéens ont été touchés très inégalement par le coronavirus qui a surtout affecté les pays de la rive Nord situés sur les grands réseaux d'échange aériens avec Wuhan et la Chine ou dans la région alpine (en raison de sports d'hiver) – ainsi que quelques pays du Moyen orient comme la Turquie ou Israël. En dehors de l'Italie, de la France et de l'Espagne – et à un moindre degré de la Turquie<sup>2</sup> - aucun pays de la Méditerranée n'a dû, jusqu'à présent, déplorer plus de 600 victimes. Quelques grandes villes du littoral ont été particulièrement touchées comme Barcelone ou Istanbul, mais globalement le pourtour immédiat de la méditerranée est resté hors de l'épicentre de l'épidémie<sup>3</sup>. Cependant il n'y a pas de pays qui ait été complètement épargné, ce qui a justifié dans la plupart d'entre eux

des politiques de confinement plus ou moins sévère et des limitations très contraignantes de déplacement ou fermetures des frontières - déterminées par les capacités de soins de chacun et la crainte plus ou moins grande des impacts économiques.

Même si l'on ne dispose pas de mesures, il est évident que l'environnement méditerranéen a, lui, bénéficié de l'interruption temporaire ou de la réduction massive des activités que ce soit en termes de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, de biodiversité, de pollution de l'air ou de l'eau, de pollution par les navires, etc. Le confinement prolongé a fait aussi prendre conscience de l'importance de l'accès à la nature et de la qualité de l'environnement dans la vie quotidienne.

A Venise la clarté de l'eau est redevenue semblable à celle qui existait avant la seconde guerre mondiale, les poissons sont revenus et on peut à nouveau se baigner dans certains canaux. Cela va-t-il avoir un impact

1. Cette note reprend aussi dans la partie 3 quelques idées développées lors d'un séminaire interne mobilisant toute l'équipe du Plan Bleu  
2. 4000 décès et 150000 contaminations confirmées au 15 mai  
3. Les données dont on dispose à cette échelle sont très parcellaires

# COVID 19 ET MÉDITERRANÉE : LES TROIS TEMPS DE LA CRISE.

durable sur l'évolution ou la perception de l'environnement? Malheureusement on peut craindre que cette image symbolique d'une nature reprenant ses droits dans les villes disparaisse vite après la reprise économique, et l'on ne peut attendre d'effet à long terme de toutes ces améliorations passagères, notamment pour l'effet de serre. Dans les pays du sud ces bénéfiques pour l'environnement risquent, au contraire, d'être plus que compensés, soit par les effets de la crise sur le fonctionnement des services urbains (eau, déchets, assainissement ...), soit par un assouplissement des réglementations lié à la relance économique.

En fonction des situations spécifiques, chaque pays a adopté des politiques différentes pour faire face au virus, mais une chose commune à l'ensemble des pays de la Méditerranée (sauf Israël) a été le manque de préparation à la crise, - et la difficulté à mettre en place, comme en Corée, à Singapour ou à Taiwan une politique de tests et de détection systématique des personnes contaminées. L'épidémie n'a pas été anticipée, et cela témoigne d'une faiblesse plus générale, qui est, dans la plupart des pays, un manque d'attention aux situations de crise, à la prévention des risques majeurs, ou à l'anticipation des événements exceptionnels (hors des catastrophes naturelles - fréquentes en méditerranée). Un rapport publié fin 2019 – juste avant l'épidémie – par le World Travel and Tourism Council – dans un secteur d'activité qui concerne massivement la Méditerranée – mettait pourtant récemment en évidence l'importance décisive de la récurrence des crises (financières, sécuritaires, écologiques, pétrolières, géopolitiques, épidémiques ...) sur le développement d'un secteur comme le tourisme et cette observation pourrait être étendue à la plupart des activités. Or, constatait le même rapport, la plupart des pays ne sont pas préparés à ces situations exceptionnelles, les dispositifs de gestion de crises sont le plus souvent inadaptés, et la notion de résilience reste le plus souvent un mot d'ordre abstrait. Confrontés à leurs difficultés immédiates, nombre des pays méditerranéens n'ont pas les marges de manœuvre ou la disponibilité nécessaire ni pour prendre en compte d'autres risques majeurs que les urgences (même s'ils peuvent entraîner des déstabilisations encore plus grandes), ni pour évaluer leurs vulnérabilités à ces risques. C'est ce qui – au contraire – aura permis à la Corée de sortir de cette crise avec très peu de conséquences sanitaires ou économiques. La grande leçon qui devra ainsi être tirée de la pandémie actuelle est qu'une bonne prévention des crises, comme la mise en place de stratégies de résilience doivent devenir des composantes essentielles et « normales » des politiques publiques futures – et cela vaut pour l'environnement comme pour la santé.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Med 2050 a été en large partie vers cet objectif. Il faudra aussi analyser les réussites ou les échecs dans les politiques « d'adaptation » à l'épidémie qui ont été mises en place - aussi bien au sud qu'au nord de la méditerranée, car elles concernent aussi l'environnement. L'une des dimensions de ces politiques de « containment » ou de traitement de la maladie a été l'importance ou pas de la coopération intraméditerranéenne. Or il faut bien, là encore, constater que cette coopération a – sauf exception – peu fonctionné. Les aides immédiates sont plutôt venues de la

Banque Mondiale et la solidarité entre pays a – comme ailleurs dans le Monde – été très limitée. Mais ce constat ne s'applique, pour l'instant, qu'à la première phase de la crise.

## 2. Le choc économique et les conditions de reprise des activités

Si les impacts sanitaires du coronavirus ont été très différents selon les pays, tous - en revanche - sont ou vont être confrontés – directement ou indirectement – par la crise économique que celle-ci entraîne. Selon les prévisions faites en avril par le FMI seule l'Egypte devrait connaître une croissance positive en 2020 – bien moindre cependant que celle qui était attendue. Le Liban, déjà en situation difficile, devrait être le plus affecté (-15%) devant deux groupes de pays qui pourront voir leur PNB diminuer de 8 à 10% - d'abord la France, l'Espagne et l'Italie, puis un groupe de pays très dépendants du tourisme, la Grèce, la Croatie, le Monténégro ou la Slovaquie. Pour les autres pays - dont l'Algérie également affectée pas la baisse du prix du pétrole - les prévisions du FMI envisagent une baisse se situant autour de 4-5%. Mais ce ne sont que des estimations faites au début de la crise. Il faut donc s'attendre à une hausse massive du chômage et à des problèmes sociaux non seulement dans ceux qui n'ont pas de filet de sécurité étendu - et dont une partie importante de la population active travaille dans le secteur informel - mais aussi dans ceux qui disposent de systèmes d'assurance sociale importants. Il faut par ailleurs anticiper les éventuels effets en chaîne de cette crise économique - sur les prix des matières premières, les systèmes financiers, les flux d'investissements internationaux, les échanges ou pratiques alimentaires ou la mobilité des personnes et des biens au sein du territoire méditerranéen (avec la possibilité de faillites nombreuses d'entreprises de transport indispensables à ces échanges). Toutes ces conséquences seront sans doute plus graves et durables que la crise de 2008. On estime qu'il faudra 3 à 5 ans pour que les effets de ce choc économique puissent être complètement amortis.





# COVID 19 ET MÉDITERRANÉE : LES TROIS TEMPS DE LA CRISE.

Pour beaucoup de pays l'intensité de la reprise économique va dépendre de la relance ou pas du tourisme international à l'été 2020. Une des conséquences de cette crise sera d'avoir rendu - plus que jamais auparavant – concrète la dépendance d'une grande partie des pays méditerranéens (et encore plus, bien évidemment, de leurs territoires côtiers) par rapport au tourisme - qui, rappelons-le, représente entre 15 et 25% du PNB pour des pays comme la Grèce, la Croatie, l'Espagne, l'Italie, Chypre, le Monténégro, le Maroc, la Tunisie, le Liban, la Jordanie, l'Albanie, 9 à 12% pour les autres. On peut aussi espérer qu'elle mette en évidence les interdépendances économiques et logistiques - pas toujours perçues - qui existent entre le nord et le sud de la Méditerranée. Il n'y aura pas de sortie de cette crise sans coopération renforcée entre les pays – et cela vaut à la fois au sein de l'espace méditerranéen et à une échelle plus large.

Il existe un risque important que l'environnement subisse les contre coups de la crise économique qui a commencé – comme ce fut presque toujours le cas dans une situation comparable. D'autres priorités vont s'imposer dans les calendriers politiques, dont la santé, mais aussi toutes les urgences économiques, sociales, monétaires ou budgétaires (réduction des dettes). Les politiques de transition engagées dans les années récentes risquent d'être suspendues.

Des pressions vont aussi certainement s'exercer pour assouplir les réglementations existantes. L'impératif de distanciation sociale pourra conduire à une extension de la navigation de plaisance et à des menaces accrues sur les aires marines protégées. Les investissements consacrés au traitement des déchets ou de l'eau pourront être sacrifiés. Bref l'environnement risque d'être encore un peu plus marginalisé.

Beaucoup dépendra de la volonté des gouvernements ou des territoires de prendre en compte ou pas cette dimension dans les politiques de relance qui vont être menées pour faire face à la crise. Plusieurs pays se sont déjà prononcés dans ce sens ainsi que l'Union Européenne, la Banque Mondiale, l'Union pour la Méditerranée ...La demande sociale jouera aussi un rôle important, la crise du conavirus ayant - au moins dans les pays du nord -renforcé l'attachement à la nature et accru les exigences sur les produits importés. L'une des priorités du PAM devrait être de suivre le contenu de ces politiques de relance et de voir dans quelle mesure elles intègrent ou pas les objectifs qui sont ceux du programme – et plus largement ceux de la stratégie 2030 sur le développement durable. Il faudrait aussi investir rapidement sur les cobénéfices entre politiques de l'environnement et politiques de relance et rendre publics les exigences écologiques minimales que devront respecter les dépenses publiques, programmes d'aide ou investissements futurs, les espaces à protéger absolument. L'idéal serait de parvenir à des règles de conditionnalité pour les actions ou les incitations qui vont se mettre en place et de pouvoir proposer des actions prioritaires concrètes à mener dans les domaines qui correspondent aux priorités du PAM.

Mais au delà de cette intégration de l'environnement dans les politiques de relance futures , il faudrait que le périmètre de ces plans soit élargi à la solidarité intra méditerranéenne – compte tenu des graves problèmes communs auxquels vont devoir faire face les pays situés au Nord et au Sud de la région. C'est notamment le cas pour le Green Deal européen.

## 3. La crise comme opportunité pour réduire les fragilités méditerranéennes

Comme toutes les crises, celle du coronavirus n'aura pas que des conséquences négatives. Elle va entraîner dans de nombreux domaines – outre celui de la santé – un changement de regard et sans doute, à terme, de modes de faire : sur la globalisation économique, sur nos rapports à la nature, sur les modes de travail, d'éducation et de consommation (essor du virtuel), sur les relations entre les experts et le pouvoir politique, sur le rôle des Etats et des organisations internationales, sur les équilibres géopolitiques et des pouvoirs économiques ... Il est possible, par exemple qu'elle conduise à réaménager fortement les formes actuelles de la division internationale du travail, en privilégiant les relations de proximité par rapport à celles qui sont plus distantes. On peut, dans cette direction, aller jusqu'à imaginer un équivalent des « routes de la soie » qui organiserait ces proximités à l'échelle du bassin Méditerranéen. De toute façon toutes ces transformations culturelles ou dans les pratiques devront être prises en compte dans les actions futures ou les échanges – dans tout l'espace méditerranéen.



# COVID 19 ET MÉDITERRANÉE : LES TROIS TEMPS DE LA CRISE.

Mais la crise actuelle peut surtout être vue comme une opportunité pour prendre conscience de la très grande fragilité du développement dans l'espace Méditerranéen, et de remettre les pays qui le composent sur des trajectoires plus durables et résilientes aux chocs externes.

Ce n'est pas un hasard si trois des cinq pays du monde les plus touchés par le coronavirus dans le Monde sont situés dans cette région, et si même ceux qui sont beaucoup moins affectés vont devoir affronter des situations économiques extrêmement difficiles. La méditerranée et sans doute l'une des régions du monde la plus vulnérable et ceci pour de multiples raisons : une situation géographique qui l'expose beaucoup plus qu'ailleurs aux bouleversements de l'environnement (effet de serre, eau, raréfaction des ressources, etc.), une dépendance des pays à quelques mono activités (tourisme, pétrole, agro- alimentaire, textiles ou immobilier, etc.), des inégalités croissantes, des instabilités politiques récurrentes, une saturation du littoral, un chômage des jeunes structurel et une coopération insuffisante.

Venant après d'autres crises, celle du coronavirus peut avoir comme conséquence très positive de faire prendre conscience de la nécessité de réduire quelques-unes de ces vulnérabilités structurelles. C'est en particulier le cas dans le domaine du tourisme – où la catastrophe actuelle pourrait accélérer les transitions déjà amorcées pour faire face aux critiques faites au tourisme de masse (symbolisé par les grands navires de croisière) et réduire les situations de dépendance excessive.

Développer la résilience et la coopération à l'échelle des territoires ou des collectivités va devenir absolument indispensable - et beaucoup de sociétés méditerranéennes ont démontré pendant la première phase de la crise beaucoup de capacités dans ce sens<sup>4</sup>. Mais cela ne suffira pas pour faire face aux chocs qui risquent de se succéder après celui du coronavirus.

Il faudra dans tous les domaines d'activité imaginer – beaucoup plus que cela n'est déjà fait - les modes de développement en rupture qui permettront d'éviter à l'avenir des impasses ou des situations de catastrophe impossibles à surmonter. Or on sait maintenant à l'expérience que la meilleure solution pour réduire ces risques d'impasse ou de catastrophe – tout en améliorant les conditions de vie présentes - c'est d'évoluer aussi rapidement que possible vers des solutions plus écologiques – au-delà des perspectives que pourront ouvrir les investissements ou la création d'emplois dans l'économie verte ou bleue.

C'est la définition et l'objet même du développement durable - qui est finalement très proche d'une prévention intelligente des risques majeurs et des crises<sup>5</sup>. Et c'est un des rôles importants du PAM de favoriser ces transformations structurelles – sans lesquelles les objectifs qui sont les siens ne pourront être atteints.

4 Par exemple, la capacité qu'a eu le Maroc à fabriquer des masques dans des délais très rapides. Voir aussi J.Laidi « Le Maroc , un modèle de gestion de crise », Institut Montaigne , mai 2010.

5. Voir Jacques Theys, « Nous n'avons jamais été soutenables : pourquoi revisiter aujourd'hui la notion de durabilité forte ? » Revue Développement durable et Territoires, 2019.

